

Régionales : un projet ambitieux

Je souhaite d'abord vous adresser à toutes et tous, lectrices et lecteurs d'*Économie & Politique* mes meilleurs vœux pour l'année 2010. A mi-parcours du mandat de Nicolas Sarkozy, au cœur de la crise du capitalisme, c'est une année charnière qui débute pour tous ceux et celles qui luttent pour leur emploi ou leur salaire, pour ceux et celles qui tout simplement aspirent à vivre mieux.

Les faits sont là : la politique de la droite est un immense échec. Le 31 décembre dernier, le Président présentait ses vœux aux Français en affirmant « un monde nouveau a commencé à se construire ». Quel cynisme ! Le capitalisme renforce ses logiques et nous enfonce dans la crise. Je pense d'abord à la crise financière : en France comme dans de nombreux pays, les États ont mobilisé des milliards pour les banques sans qu'aucun contrôle de leur utilisation ne soit exigé. C'est à la fois indécent et profondément destructeur. Indécent car cet argent, c'est celui des salariés de notre pays. Pendant des années, la droite a expliqué aux Français qu'il n'y avait pas d'argent pour les salaires et aujourd'hui elle refinance sans condition les logiques qui ont conduit à la faillite. Destructeur car, faute de critères, cet argent a inondé les marchés financiers sans que de bons investissements en terme d'emplois, de formations, de recherche soient programmés, sans que des richesses réelles soient créées. Et aujourd'hui tous les voyants sont au rouge : l'endettement des pays renforce le risque d'un krach obligataire et la situation du dollar pourrait mener à un krach monétaire. Ce capitalisme est d'autant plus destructeur que c'est la planète elle-même qu'il met aujourd'hui en danger. Comment ne pas être en colère quand on entend Jean-Louis Borloo clamer que Copenhague a été « une formidable aventure » ? J'étais à Copenhague et je peux vous dire que cela a surtout été, là aussi, un formidable échec. A tel point qu'il n'y a même pas eu de vote pour entériner la déclaration finale des États. Et il suffit d'examiner la politique que mènent les gouvernements de pays du Nord, le nôtre en particulier, pour comprendre qu'ils ont leur part de responsabilité dans cet échec. Prenons l'exemple de la taxe carbone qui vient d'être censurée par le Conseil constitutionnel. Elle concerne tous les ménages alors que des milliers d'entreprises, des secteurs entiers aussi polluant que celui de la cimenterie en sont exemptés. Ainsi, d'une part

elle ne peut pas être efficace pour le climat et d'autre part elle fait peser un poids terrible sur le pouvoir d'achat des salariés. Elle est par ailleurs particulièrement injuste puisque les familles modestes n'ont, en fait, tout simplement pas les moyens de limiter leurs émissions. La taxe carbone est emblématique d'une politique fiscale au service des intérêts financiers. Sa censure est quant à elle emblématique de l'échec de la politique gouvernementale.

Cet échec, c'est l'échec du capitalisme, l'échec d'un système qui a atteint les limites historiques de son efficacité. Les antagonismes de classe dont il se nourrit sont incompatibles avec un projet d'émancipation individuelle et collective. Le temps court de la rentabilité qu'il exige est tout autant incompatible avec le temps long des écosystèmes. La question qui est posée à l'humanité en ce début de décennie est donc celle d'un nouveau mode de développement solidaire, écologique et citoyen. Au cœur de celui-ci il faut développer les services publics pour répondre à des objectifs sociaux et environnementaux. La sphère publique doit être étendue : je pense à l'éradication du chômage et de la précarité par un service public de l'emploi et de la formation ou encore à l'arrêt de la spéculation immobilière par un service public du logement et de l'habitat. Il faut également reconquérir des services publics là où ont été introduites des logiques de rentabilité financière, dans le domaine des transports, de la santé, ou encore de l'éducation. Il est également urgent de relancer l'industrie. La chute de l'investissement toutes filières confondues a atteint près de 20% en moyenne en 2009 ! Mais quel est ce pays qui laisse mourir ses productions nationales, qui laisse fermer ses usines, qui se moque du savoir-faire de ses ouvriers, de ses salariés, qui se désintéresse d'un secteur de plus de 3 millions et demi d'emplois ? Une grande politique industrielle est aujourd'hui essentielle : dans les nanotechnologies, dans l'automobile pour faire émerger la voiture de l'après-pétrole, dans les transports collectifs pour développer les réseaux ou encore dans le BTP pour la mise aux normes écologiques des bâtiments. Ces mesures pourraient être très rapidement mises en œuvre dans un pays comme la France. Cela demande de faire le choix politique d'une nouvelle utilisation de l'argent grâce à un pôle financier public, associé à des fonds régionaux pour l'emploi et la formation, qui développent

et novateur pour battre la droite

une sélectivité des crédits pour privilégier les investissements répondant aux besoins humains et aux exigences environnementales. Cela demande aussi de nouveaux pouvoirs d'intervention des citoyens dans les territoires et des salariés dans les entreprises, des salariés qui portent l'intérêt général contrairement aux actionnaires qui décident aujourd'hui seuls des choix stratégiques.

Ces choix politiques, nous devons les mettre en œuvre à tous les niveaux. **A trois mois des élections régionales, j'insiste sur le rôle déterminant que peuvent jouer les régions dans la période qui s'ouvre.** Soit les régions deviennent des relais, des amplificateurs de la politique de la droite et de Nicolas Sarkozy, ou accompagnent cette politique sans réellement la combattre ; et la crise, les inégalités seront encore aggravées. Soit elles deviennent des pôles de résistance à cette politique, des pôles d'initiatives, de luttes et de propositions pour promouvoir d'autres logiques solidaires, citoyennes, écologiques ; et elles contribueront alors à faire reculer la crise, à rendre la vie meilleure à des millions de nos concitoyennes et concitoyens. L'Île-de-France est un bon exemple. Allons-nous laisser Valérie Pécresse soumettre toutes les politiques publiques de la région aux logiques de rentabilité comme elle le fait dans l'Université et la Recherche ? Le projet de «Grand Paris» qu'elle porte avec Nicolas Sarkozy est **archaïque, inégalitaire et autoritaire.**

● **Archaïque** parce qu'il va aggraver le développement déséquilibré de la métropole, notamment par l'organisation de la spéculation immobilière autour des gares d'un futur métro automatique ignorant les zones populaires les moins bien desservies.

● **Inégalitaire** parce qu'il concentre l'argent dans des pôles dits d'«excellence» qui renforceront les disparités entre les territoires et entre les populations pour servir uniquement les intérêts financiers.

● **Autoritaire**, parce qu'il méprise la démocratie en Île-de-France, et s'inscrit dans une réforme organisant le déclin du rôle des collectivités territoriales (communes, départements, région). La mise en place d'une « Société du Grand Paris » donnerait le pouvoir à l'État d'imposer aux franciliens un aménagement de l'Île-de-France soumis aux impératifs de la guerre des places financières mondiales.

Ainsi, toutes les activités du territoire seraient

soumises à leurs exigences de rentabilité financière, avec des banques qui spéculeraient encore plus au lieu de financer l'économie réelle, avec des groupes qui délocaliseraient et surexploiteraient sans entraves.

Avec nos partenaires du Front de Gauche, avec d'autres forces politiques, avec des responsables syndicaux et associatifs, je conduirai un rassemblement qui porte une autre vision, le projet d'une région solidaire, écologique et citoyenne.

L'Île-de-France aujourd'hui, c'est 29% de la richesse nationale mais c'est aussi plus d'un million de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Je proposerai notamment un plan de mobilisation sans précédent. Nous voulons faire de l'égalité devant le droit aux transports, au logement, à l'emploi, à la formation, à la santé, le moteur d'un développement équilibré qui créera plusieurs centaines de milliers d'emplois et de mises en formation, notamment pour les jeunes. Prenons l'exemple du logement : 51% des logements locatifs sociaux sont concentrés dans 8,5% des communes et un francilien attend parfois des années pour que sa demande soit satisfaite. Par ailleurs le secteur de l'habitat émet une grande partie des gaz à effets de serre dans la région. Je propose donc la création de 50 000 nouveaux logements sociaux par an, un conditionnement des aides de la région sur les autres secteurs aux engagements des communes à réaliser des plans de développement social ainsi qu'un programme de rénovation thermique des logements. Les chantiers d'un tel projet mobiliseraient des dizaines de métiers et des dizaines de milliers d'emplois, des bureaux d'étude jusqu'à la réalisation des bâtiments. Il n'y aura pas de réponse à ce besoin de logement sans la création et le financement de ces emplois et ces formations. Voilà un exemple de projet ambitieux que nous pouvons mettre en œuvre pour et avec les franciliens. Et bien d'autres projets de même nature peuvent être réalisés dans d'autres domaines. Voilà le type de développement que nous voulons pour les populations : un développement solidaire, écologique et citoyen. ■



Pierre Laurent